

Les pistes d'une gouvernance économique européenne

Le Figaro, 22 juillet 2011

L'idée de Nicolas Sarkozy est d'aller vers plus d'intégration européenne. En revanche, il ne veut pas de gouvernement économique supranational.

«OUI, je défends une vision fédéraliste de l'Europe», s'est enthousiasmé Nicolas Sarkozy, jeudi, devant ses homologues de l'eurozone. Les propositions franco-allemandes en faveur d'une meilleure gouvernance européenne ne visent pas à susciter un grand soir fédéral auquel les opinions publiques ne sont pas prêtes. L'initiative française part du constat que la crise de la dette grecque a révélé l'interdépendance des économies européennes. «Nous avons atteint un degré d'interpénétration que les plus fédéralistes d'entre nous n'imaginaient même pas. Le pacte de stabilité ne suffit plus», confirme un haut responsable européen.

Les propositions mettront de côté toute option supranationale. La proposition de créer la fonction de ministre européen des Finances, avancée par Jean-Claude Trichet, le patron de la Banque centrale européenne, a été clairement écartée par Paris. «L'idée du président est d'aller vers plus d'intégration européenne. En revanche, il ne veut pas de gouvernement économique supranational», explique un proche conseiller. «Il croit en un mécanisme plus serré de surveillance par les pairs, par la Commission, et aussi en la création d'une agence de notation européenne», ajoute ce dernier.

Parmi les pistes possibles, celle d'une réunion régulière des chefs d'État de la zone euro. Jusqu'ici, la chancelière allemande s'est opposée à toute «institutionnalisation» du sommet à dix-sept pour trois raisons : ne pas couper irrémédiablement l'Europe en deux, entre ceux qui ont l'euro et ceux qui ne l'ont pas. Ne pas donner dans la nouvelle enceinte une voix prépondérante aux pays méditerranéens (Grèce, Portugal, Italie, Espagne) amis de la France et qui sont loin d'être des modèles de vertu. Et, in fine, ne pas accrédi-ter l'idée d'un directoire franco-allemand auquel devrait se soumettre le reste de l'Europe.

Un «FMI européen»

C'est pour cette raison que de nombreux députés européens protestent contre le double langage de Paris et Berlin. «La gouvernance économique par la dictature franco-allemande n'est pas non plus une solution», confirme la députée européenne (MoDem) Sylvie Goulard, qui défend l'idée d'une association du Parlement européen aux grandes options fiscales. Les autres pistes sont notamment la transformation progressive du Fonds de stabilisation européen en un «FMI européen». Enfin, de nombreux «fédéralistes» estiment qu'il faudrait confier plus de moyens à la Commission européenne. «Les déclarations d'intention pour une meilleure convergence des politiques économiques ont été faites lors de la stratégie de Lisbonne, et cela n'a servi à rien», rappelle encore Sylvie Goulard.

À l'Élysée, on insiste beaucoup sur la nécessité de confronter au plus haut niveau les choix de politique fiscale, budgétaire, salariale. «Entre 1997 et 2004, les Français et les Allemands ont eu une politique économique opposée. En France, on optait pour les 35 heures, en Allemagne, Schröder faisait le contraire. C'était le modèle de ce qu'il ne fallait pas faire quand on est dans la zone euro», conclut un proche du chef de l'État.